

DECLARATION DE SIGUATEPEQUE

La Résistance hondurienne a su s'opposer avec dignité à la bestialité des ennemis de la liberté et de la démocratie. Au cours des 6 mois de lutte pacifique continue, nous avons maintenu que la seule sortie de crise possible passe par le retour à l'ordre institutionnel, la condamnation de ceux qui violent les droits de l'homme et la convocation d'une Assemblée Constituante. Nous ne demandons pas, soumis, une faveur aux usurpateurs. Nous sommes conscients de notre force et de nos capacités. Nous sommes un pouvoir réel, constitué à travers tout le pays, d'organisations de base qui pratiquent la réelle démocratie. Nous sommes légitimisés par le sacrifice d'un peuple dont la conscience sociale a été forgée par les luttes du mouvement populaire, la spiritualité des pauvres et l'exemple d'hommes et de femmes qui ont donné leur vie pour transformer le pays.

Les ennemis du peuple sont: l'oligarchie qui s'enrichit de la misère des travailleurs et du vol de leur ressources; les entreprises transnationales qui exploitent les richesses du pays et volent l'Etat; les dirigeants des églises, marchands de foi et profiteurs de l'ignorance; les militaires et les policiers toujours prêts à assassiner, violer et torturer le peuple pour de l'argent; les cohortes de serviteurs qui par aliénation ou intérêt protègent les richesses volées par d'autres; tous ceux qui après avoir utilisé pendant des années les faiblesses de la démocratie représentative pour asseoir leur pouvoir politique et économique montrent maintenant leur vraie nature génocidaire et totalitaire, et ferment maintenant le peu d'espace de participation qui existait, arrêtant ainsi le projet morazanien qui a permis que pour la première fois un leader inespéré remette en question l'hégémonie des millionnaires et commette le péché impardonnable de donner au peuple l'opportunité de s'exprimer et de décider par lui-même.

La crise sociale et politique actuelle est la cristallisation du conflit qui oppose depuis des années d'une part les intérêts mesquins des groupes d'entrepreneurs et oligarchiques, et d'autre part les besoins et les droits des secteurs populaires: paysans, ouvriers, indigènes, noirs, groupes lesbiens et gays, artistes, habitants des bidonvilles, petits et micro entrepreneurs, mouvements écologistes, féministes, organisations d'étudiants, forces politiques progressistes et démocratiques, enseignants, groupes de défense des droits de l'homme, jeunes, églises populaires et autres organisations populaires sont en train de s'unir lentement mais sûrement face à un modèle néolibéral qui augmente les contradictions des classes, et face à un coup d'état qui dévoile l'intransigeance d'une minorité quant à la répartition de la richesse générée par le travail de tous.

Il s'agit d'une bataille sans merci. La droite s'appuie sur le contrôle de l'état, le soutien des gouvernements réactionnaires du monde, les mass médias et les corps de répression. Mais les processus sociaux ne peuvent être stoppés avec des campagnes médiatiques, ne peuvent s'inverser par les armes ni être endormis par les fausses prières des prêtres et pasteurs de l'oligarchie. Il est impossible de paralyser le peuple avec un simulacre d'élection ou un faux dialogue national aboutissant à l'abandon de la dignité en échange d'une fausse paix où coexistent la misère et l'opulence.

La dégénération accélérée des putschistes est inévitable car leur logique de business et leur égoïsme ostentatoire les mènera à se disputer le butin de l'état et à appliquer sans respect le modèle économique épuisé d'accumulation de capital.

Cette classe décadente ne comprend pas la noblesse morale de tout un peuple qui ne pense déjà plus à s'opposer par des réformes, mais marche droit vers la refondation totale de l'état. Un peuple qui est appelé à s'organiser au niveau national pour dérouter la dictature et asseoir les bases d'une démocratie participative qui satisfasse la demande de justice sociale et condamne les criminels qui ont violé les droits de l'homme.

Cette bataille est aussi internationale. Le coup d'état est un élément du plan de contrôle de la région par les pouvoirs économiques des transnationales pour freiner et inverser les processus de changement sociaux à l'œuvre en Amérique Latine, parce que ces derniers montrent qu'il est possible de créer des sociétés justes, démocratiques et souveraines. Le coup d'état au Honduras accompagne le Plan Colombie, la réactivation de la Quatrième Flotte, le blocus économique de Cuba, les attaques envers le Venezuela, les actions de déstabilisation en Bolivie et en Equateur. Le coup d'état représente le projet de revenir à une Amérique Latine propriété de Texaco, United Fruit Company, Bayer, Monsanto, Exxon Mobil, Cargill, Alcoa, Walmart, Nestle, Toyota, Citigroup, Coca Cola et consorts.

Mais la Résistance hondurienne n'est pas seule. Nous nous savons accompagnés par les peuples et les gouvernements honnêtes du monde; nous sommes frères avec les organisations populaires, démocratiques et révolutionnaires d'Amérique Latine. Il est impossible de recenser toutes les manifestations de solidarité déjà reçues et les engagements de les renouveler.

Le Honduras est aujourd'hui la scène où se joue son propre avenir ainsi que celui de beaucoup de peuples. Pour cela il ne peut y avoir d'autre issue que la victoire.

La Résistance ira jusqu'au bout : la transformation de la patrie, l'intégration de l'Amérique Centrale et Latino-Américaine, la souveraineté totale de nos peuples, la liberté, l'égalité et justice.

Vive le peuple héroïque de Morazán !

Nous résistons et nous vaincrons!

.

Siguatepeque le 10 Décembre 2009